



Mesures agroenvironnementales et climatiques (MAEC) surfaciques

France métropolitaine hors Corse

Notice d'information du territoire

« Contrat Territorial du Haut Allier (OC_CTHA) »

Campagne 2024

Les mesures agroenvironnementales et climatiques (MAEC) constituent un des outils majeurs de l'architecture environnementale de la politique agricole commune (PAC) pour :

- Accompagner le changement de pratiques agricoles afin de répondre à des enjeux environnementaux identifiés à l'échelle des territoires ;
- Maintenir des pratiques favorables sources d'aménités environnementales là où il existe un risque de disparition ou d'évolution vers des pratiques moins vertueuses.

Les MAEC concourent ainsi pleinement à l'accompagnement des systèmes d'exploitation dans la voie de la performance économique, environnementale et sociale et dans leur projet de transition agro-écologique.

Cette notice présente l'ensemble des MAEC proposées sur le territoire « Natura 2000 Montagne de la Margeride et territoire du Contrat Territorial du Haut Allier » au titre de la campagne PAC 2024. **Lisez cette notice attentivement avant de remplir votre demande d'engagement en MAEC.**

En complément, vous pouvez consulter la notice nationale d'information sur les MAEC et les aides à l'agriculture biologique pour la programmation PAC 2023-2027, disponible sous Télépac¹.

Les bénéficiaires de MAEC doivent respecter, comme pour les autres aides de la PAC, les exigences de la conditionnalité présentées et expliquées dans les différentes fiches conditionnalité qui sont à votre disposition sous Télépac.

¹ <https://www.telepac.agriculture.gouv.fr>

1 PÉRIMÈTRE DU TERRITOIRE « CONTRAT TERRITORIAL DU HAUT ALLIER » ET CONDITIONS D'ACCÈS AUX MAEC

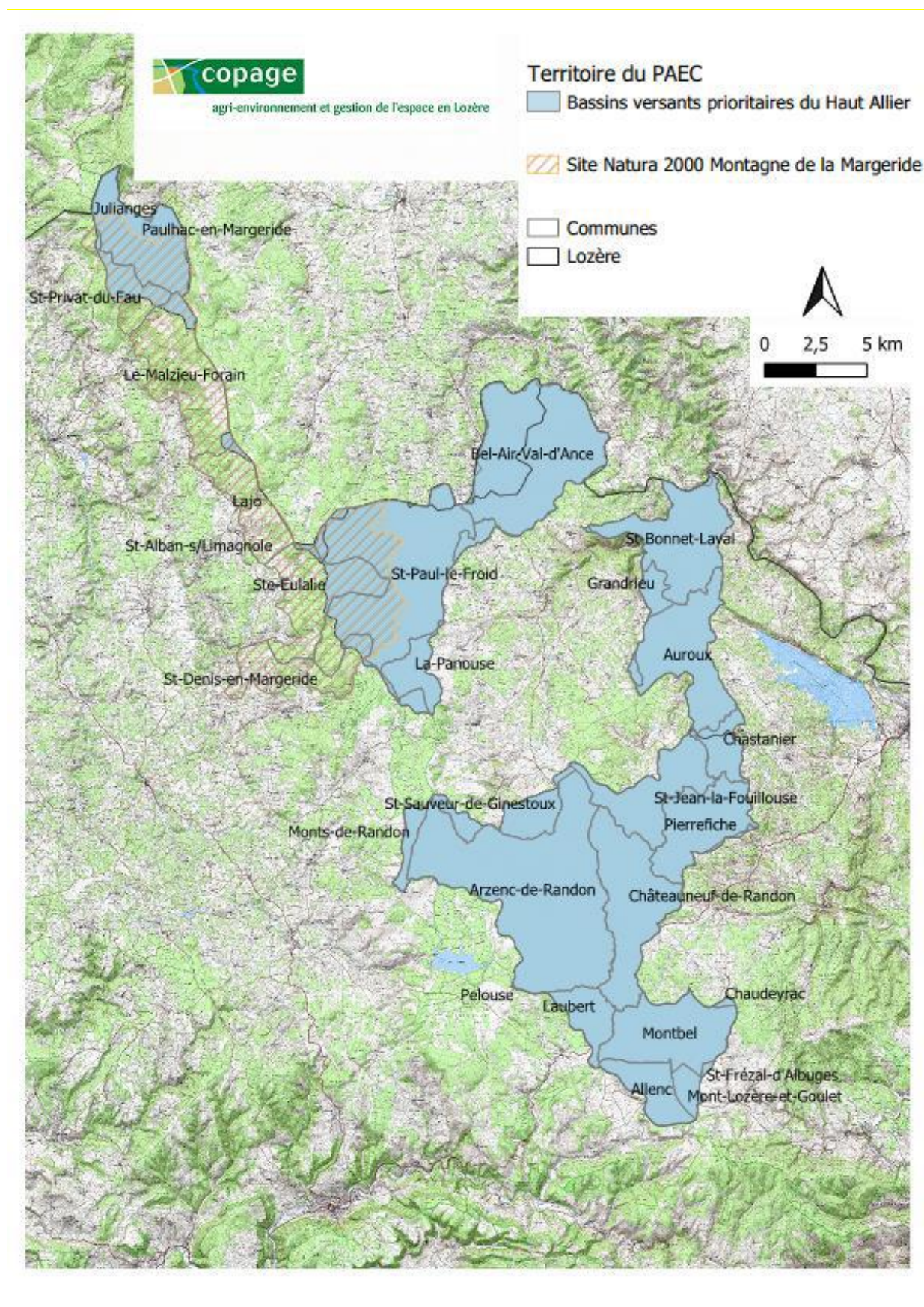
Situé dans le Nord du département de la Lozère, le PAEC Margeride se divise en deux territoires. Le **Site Natura 2000 ZSC "Montagne de la Margeride"** et **trois bassins versants prioritaires dans le cadre du Contrat Territorial du Haut Allier**.

Sur le territoire du Haut Allier, trois bassins versants ont été retenus comme prioritaires : la Chapeauroux, L'Ance du Sud et la Desges, uniquement sur leurs parties lozériennes. Sur ces secteurs, 6% de la SAU sont concernés par la présence d'une zone humide.

Liste des communes concernées par le PAEC

Commune	Code INSEE
Territoire Haut Allier	
St-Privat-du-Fau	48179
Julianges	48077
Bel-Air-Val-d'Ance	48038
St-Bonnet-Laval	48139
Lajo	48079
St-Paul-le-Froid	48174
Paulhac-en-Margeride	48110
Le-Malzieu-Forain	48089
Ste-Eulalie	48149
St-Denis-en-Margeride	48145
St-Alban-s/Limagnole	48132
Chastanier	48041
Chaudefrac	48045

Allenc	48003
Pierrefiche	48112
Arzenc-de-Randon	48008
St-Sauveur-de-Ginestoux	48182
Châteauneuf-de-Randon	48043
Auroux	48010
Monts-de-Randon	48127
Mont-Lozère-et-Goulet	48027
Montbel	48100
St-Frézal-d'Albuges	48151
Grandrieu	48070
St-Jean-la-Fouillouse	48160
La-Panouse	48108
Pelouse	48111
Laubert	48082



En ce qui concerne les mesures « localisées », une parcelle ou un élément est éligible à la MAEC dès lors qu'au moins une partie de la surface ou de l'élément est incluse dans le territoire la première année d'engagement.

2 RÉSUMÉ DU DIAGNOSTIC AGROENVIRONNEMENTAL DU TERRITOIRE

La démographie et l'urbanisation sont très faibles sur le territoire du **Haut Allier**. L'agriculture est prédominante sur l'occupation du sol et sur l'activité économique. Les zones humides sont stratégiques pour la ressource en eau du Haut-Allier, le socle granitique de Margeride et les gorges encaissées ne constituant pas de ressources hydrogéologiques significatives.

Sur l'ensemble du territoire, la majorité des élevages sont des élevages bovins viande, bovins lait ou mixtes. 87% de la surface agricole est toujours en herbe avec des parcours et des prairies naturelles de fauche. Environ 12% de la surface agricole est labourable et cultivée en céréales en rotation avec des prairies temporaires.

Les enjeux présents sur ce territoire répondent à l'enjeu Biodiversité.

Les zones humides sur le territoire du **Haut-Allier** représentent un enjeu majeur sur le territoire face au changement climatique, et en particulier pour les fonctions hydrologiques qui leur sont reconnues (réservoir, régulation des débits). Afin de garantir une gestion durable de la ressource en eau, tant en qualité qu'en quantité, il est primordial de préserver ces milieux tout en maintenant l'élevage qui permet de les entretenir, aussi bien par la fauche que par le pâturage.

Enfin, une attention particulière sera portée sur les haies qui représentent un habitat, des sites d'alimentation et des couloirs de déplacement pour de nombreuses espèces, dont les chiroptères prioritaires. De même, les haies jouent parfois un rôle hydraulique pour lutter contre l'érosion des sols, les risques d'inondation et de pollutions diffuses vers les cours d'eau et les zones humides.

Les objectifs sont donc les suivants :

- Gestion durable des tourbières et zones humides
- Adapter les méthodes de gestion agricole aux zones humides (fertilisation, pâturage, fauche)
- Maintien, restauration et gestion durable du réseau bocager

3 LISTE DES MAEC PROPOSÉES SUR LE TERRITOIRE

Un seul type de mesures est proposé :

- Des **mesures localisées** qui peuvent être mises en œuvre sur certaines parcelles de l'exploitation et permettent de répondre à des enjeux plus spécifiques et localisés (biodiversité notamment).

Liste des MAEC proposées :

Territoire concerné	Type de couvert visé	Enjeu et sous-enjeux	Code de la mesure	Type de mesure	Objectifs de la mesure	Montant	Financement ²
Contrat Territorial du Haut Allier (OC_CTHA)	Prairies humides fauchées	Biodiversité (zones humides)	OC_CTHA_M HU1	Localisée	Préserver les milieux humides fauchés en limitant l'impact de la fertilisation	150€ / ha	FEADER AELB / ETAT
	Prairies humides pâturées	Biodiversité (zones humides)	OC_CTHA_M HU2	Localisée	Préserver les zones humides pâturées en limitant l'impact du piétinement	201€ / ha	FEADER AELB / ETAT
	Haies	Biodiversité	OC_CTHA_IAE1	Localisée	Maintenir un réseau bocager fonctionnel	800€ / ha	FEADER AELB / ETAT

Une notice spécifique à chacune de ces mesures, incluant le cahier des charges à respecter, est jointe à cette notice d'information du territoire « Contrat Territorial du Haut Allier ».

² Liste des financeurs potentiels. Le plan de financement sera arrêté après instruction en fonction des règles d'intervention des cofinanceurs nationaux.

4 MONTANTS D'ENGAGEMENT MINIMUM ET MAXIMUM

Plancher annuel :

L'engagement dans une ou plusieurs MAEC de ce territoire est possible uniquement dans le cas où cet engagement représente, au total, un montant annuel supérieur ou égal à 300 euros. Si ce montant minimum n'est pas respecté lors de la demande d'engagement en première année, celle-ci sera irrecevable.

Plafond annuel pour les exploitations agricoles :

Le montant total des aides versées à un demandeur autre qu'un groupement agricole d'exploitation en commun (GAEC) au titre des MAEC ne pourra dépasser un montant annuel (tous financeurs confondus) de 7 500 € par bénéficiaire.

Par exception, le plafond annuel par bénéficiaire est porté à 10 000 € si l'une des deux conditions suivantes est remplie :

engagement d'une surface supérieure à 15 hectares dans la MAEC OUV2 en zone de coupure d'un territoire à enjeu DFCL ;

engagement dans une ou plusieurs MAEC cofinancées par une Agence de l'eau.

Pour les GAEC totaux, le montant maximum des aides défini ci-dessus est multiplié par le nombre d'associés remplissant les critères individuels d'éligibilité.

En conséquence, aucun engagement qui conduirait à dépasser le montant plafond en première année d'engagement ne pourra être accepté.

Plafond annuel pour les entités collectives :

Est qualifié d'entité collective toute personne morale juridiquement constituée gérant en responsabilité directe des surfaces dont elle est propriétaire ou locataire à des fins d'utilisation collective par les troupeaux de ses membres ou ayants droit.

Le montant total des aides versées à une entité collective au titre des MAEC ne pourra dépasser un montant annuel (tous financeurs confondus) déterminé selon les règles spécifiques précisées à l'article 3 de l'arrêté préfectoral relatif aux engagements agroenvironnementaux et climatiques et aux engagements en agriculture biologique en 2024 de la région Occitanie (consultable sur le site internet de la DRAAF : <https://draaf.occitanie.agriculture.gouv.fr/arrete-relatif-aux-engagements-agroenvironnementaux-et-climatiques-soutenus-par-a8879.html>)

5 CRITÈRES DE PRIORISATION DES DOSSIERS

Les critères de priorisation permettent de classer les demandes d'aide lorsque le nombre de demandeurs éligibles est supérieur aux capacités de financement. Dans ce cas, les dossiers sont engagés par ordre de priorité en fonction des critères définis.

Ces critères de priorisation sont précisés dans la notice spécifique de chaque mesure.

- **Critères de priorisation pour le territoire Haut Allier**
 - ❖ Intérêt pour la démarche

Un courrier sera envoyé aux 250 exploitations ayant des parcelles en zones humides sur le territoire afin de connaître le nombre d'exploitations intéressées par la contractualisation. Les exploitations qui répondent au courrier seront prioritaires.

❖ Surface en zones humides

Un seuil minimal de 5 ha de zones humides a été défini afin de réduire le nombre d'exploitations éligibles à 89. Ce seuil permettra aussi d'avoir des contrats d'envergure suffisante pour voir des bénéfices sur la biodiversité.

Les données récoltées seront intégrées dans deux tableaux distincts qui permettront de classer les exploitations dans chaque territoire et de réaliser les contrats en fonction de l'enveloppe disponible.

Certaines exploitations pourraient avoir des parcelles dans les deux zonages de ce PAEC. Dans ce cas, les habitats prioritaires compris dans le périmètre du site Natura 2000 ainsi que les zones humides comprises dans le territoire Haut Allier seront additionnés et l'agriculteur pourra contractualiser sur les deux enjeux. L'exploitation sera classée dans le tableau correspondant à la zone dans laquelle elle a le plus de surface éligible.

❖ Nouvelles installations depuis 2018 (hors GAEC)

Afin de favoriser les jeunes agriculteur.ice.s n'ayant jamais pu contractualiser des MAEC auparavant.

6 COMMENT FAIRE LA DEMANDE D'ENGAGEMENT POUR UNE NOUVELLE MAEC ?

Pour vous engager dans une MAEC en 2024, vous devez obligatoirement déposer une demande d'aide avant le 15 mai 2024 lors de votre déclaration PAC dans Télépac :

- En cochant la case correspondant aux MAEC 2023-2027 à l'étape « Demande d'aides » ;
- En dessinant les éléments graphiques pour lesquels une aide est demandée (éléments surfaciques, linéaires ou ponctuels) à l'étape « RPG MAEC/BIO », selon les instructions figurant dans la notice explicative de la télédéclaration des MAEC³, en précisant le code de la mesure demandée ;

Concernant les mesures « MHU1 et MHU2 » vous devez également déclarer les effectifs animaux autres que bovins dans l'écran correspondant sur Télépac, afin que la DDT(M) soit en mesure de calculer le chargement ou les effectifs animaux de votre exploitation.

7 CONTACTS

Pour toute information complémentaire, contacter la structure animatrice du territoire :

Association COPAGE

25 avenue du maréchal Foch 48000 Mende

Mail : copage@lozere.chambagri.fr

04 66 64 64 57

³ Disponible sur Telepac : <https://www.telepac.agriculture.gouv.fr>